

La désunion des catholiques d'Europe

Anthony Favier 13 Juillet 2018



Dès le début de son pontificat, en 2013, François a appelé les catholiques européens à s'opposer à la « *mondialisation de l'indifférence* » en se mobilisant, notamment, dans l'aide aux migrants. Cinq ans après Lampedusa, le message de François a-t-il jamais été aussi peu audible chez les catholiques européens ?

À l'échelle des baptisés, des paroisses ou des associations chrétiennes, il s'accomplit, sans nul doute, mille actions de générosité. En revanche, force est de constater que des pays de forte culture catholique tombent les uns après les autres dans le camp des partis anti-immigration. La Bavière, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, l'Italie désormais, par des chemins différents mais convergents, ont tous rejoint le club des pays décidés à faire échouer la politique de quotas d'accueil de l'Union européenne.

L'Espagne, qui a accueilli l'*Aquarius* à la dérive, et le Portugal sauvent peut-être l'honneur catholique même s'ils ne se trouvent pas sur les routes migratoires les plus importantes. À mi-chemin, la France a du mal à se départir de la posture morale. L'emphase des discours publics cache mal les difficultés d'un passage à l'acte.

L'atonie politique dont font preuve les catholiques européens malgré les appels pressants du pape à faire vivre l'hospitalité évangélique est complexe à analyser. La sécularisation des sociétés européennes est désormais patente. La culture religieuse n'est parfois plus qu'un vernis ou, pis, un argument identitaire. La CSU (Union chrétienne-sociale en Bavière) préfère placer sa foi dans le mobilier en se lançant dans une campagne d'accrochage de crucifix dans les bâtiments publics. Les peurs transforment la religion en un des éléments, si ce n'est l'ingrédient principal, d'une identité nationale à défendre. L'expérience spirituelle, la transformation personnelle ou la pratique de la charité ne semblent plus désormais premières chez ceux qui se disent encore religieux.

Un deuxième facteur vient de la convergence idéologique entre les forces politiques anti-immigration et la critique catholique de la construction européenne telle qu'elle se fait. De vieilles thématiques antilibérales catholiques sont réactivées contre une Union européenne jugée responsable de la permissivité des mœurs. Les guerres culturelles, autour par exemple du droit à l'avortement ou du mariage entre personnes de même sexe, l'emportent ainsi sur les thématiques plus sociales que tente de défendre l'Union, comme l'accueil des migrants.

Dans la défiance des opinions catholiques, il faut enfin regarder avec lucidité le refus du multiculturalisme qu'entraîne l'immigration. Des imaginaires nationaux, encore irrigués en Europe centrale par l'opposition historique à l'impérialisme de la Turquie ottomane, peuvent se reconfigurer dans un nouveau racisme antimusulman. La religion est alors instrumentalisée comme le ciment de l'unité nationale contre ce qui est perçu comme une menace extérieure. Budapest, Varsovie ou Vienne défendent une version conservatrice

de la nation, conçue comme une unité religieuse et de peuplement à préserver dans sa forme héritée.

Les forces centrifuges du catholicisme l'emportent-elles donc sur ses forces centripètes ? Il a toujours existé au sein du catholicisme européen une tension entre le local et le romain. Gallicanisme contre ultramontanisme en France, josphisme contre jésuitisme en Autriche, l'histoire de nombreux pays montre que le centralisme de Rome, qui s'accroît progressivement au cours des siècles jusqu'à Vatican II (1962), n'a jamais été totalement abouti. Les épiscopats nationaux peuvent demeurer sous « franchise » catholique en s'aménageant une marge de manoeuvre par rapport aux exigences romaines.

Y aura-t-il du côté de Rome assez de force pour reprendre la main comme par le passé ? La Commission des épiscopats de la Communauté européenne (Comece) pourrait aujourd'hui servir de courroie de transmission entre les appels de Rome et les communautés catholiques nationales. Lors d'une conférence – (Re)thinking Europe – qu'elle organisait en octobre dernier, le pape François lui a dressé un programme d'action clair. Les catholiques doivent participer à la mise en place d'une « *Europe inclusive* » : « *Devant le drame des déplacés et des réfugiés, on ne peut pas oublier le fait qu'on est devant des personnes, qui ne peuvent pas être choisies ou rejetées selon le bon vouloir, suivant les logiques politiques, économiques, voire religieuses.* »

Anthony FAVIER